



Direction de l'Administration
Générale et de la Réglementation
2^{ème} Bureau
Tél. : 05.58.06.59.15
PR/DAGR/2006/ n° 40

ARRETE PREFECTORAL DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

LE PRÉFET DES LANDES
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 511-1, L 512-1 et suivants,

VU la loi n°92-3 du 03 janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,

VU le décret n°93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à l'autorisation ou de déclaration en application de l'article 10 de la loi n°92-3 du 03 janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n°93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation ou de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n°92-3 du 03 janvier 1992 sur l'eau,

VU l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées soumises à autorisation,

VU l'arrêté préfectoral du 14 février 1996 portant autorisation d'exploiter une pisciculture à LEVIGNACQ par la S.A. Les Viviers de France,

VU la demande présentée par la S.A. Les Viviers de France en vue d'obtenir l'autorisation de procéder à l'épandage des lisiers de truites des piscicultures de Castets des Landes, Mézos, Lévigacq et Saint-Julien en Born, sur les communes de Castets des Landes, Mézos, Lévigacq, Saint-Julien en Born, Escource, Mimizan et Saint-Paul en Born,

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 9 novembre 2005,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 6 décembre 2005,

Considérant que le plan d'épandage est correctement proportionné,

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Landes,

ARRETE

Article 1 : Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 14 février 1996 portant autorisation d'exploiter une pisciculture à LEVIGNACQ par la S.A. Les Viviers de France, sont ainsi complétées.

DISPOSITIONS GENERALES

Article 2 : La société Viviers de France, dont le siège social est à Castets, est autorisée à épandre en valorisation agricole les lisiers de truites issus de la pisciculture de LEVIGNACQ. Préfecture des Landes – 40021 Mont de Marsan Cedex – Tél : 05 58 06 58 06 – Fax : 05 58 06 72 27

Article 3 : Ces opérations d'épandage relèvent de la rubrique 5-5-0 du décret du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n°92-3 du 03 janvier 1992 sur l'eau.

Article 4 : Ces lisiers peuvent être épandus en valorisation agricole sous réserve du respect des normes et des dispositions fixées dans cet arrêté.

La nature, les caractéristiques et les quantités de lisiers destinées à l'épandage doivent être telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

Article 5 : L'épandage fait l'objet de conventions ou de contrats établissant les engagements et leur durée entre la société Viviers de France et le prestataire éventuel chargé de l'épandage et entre la société Viviers de France et les agriculteurs concernés.

Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 6 : L'épandage est autorisé sur les parcelles listées au tableau de l'annexe I du présent arrêté. Cependant, aucun épandage n'est autorisé pendant un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté, sur les parcelles situées sur la commune de Mimizan section C n° 234, 240 et 246.

MODALITES D'EPANDAGE

Article 7 : Les périodes d'épandage et les quantités épandues doivent être adaptées de manière à :

- assurer l'apport des éléments utiles aux sols ou aux cultures sans excéder les besoins, compte-tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, amendements et supports de culture,
- empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, et une percolation rapide,
- empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxique,
- empêcher le colmatage du sol.

Article 8 : L'épandage des lisiers respecte les distances et délais minima prévus au tableau suivant :

Nature des activités à protéger	Distance minimale	Domaine d'application
Puits, forages, sources, aqueducs transitant des eaux destinées à la consommation humaine en écoulement libre, installations souterraines ou semi-enterrées utilisées pour le stockage des eaux, que ces dernières soient utilisées pour l'alimentation en eau potable ou pour l'arrosage des cultures maraîchères	50 mètres	Cas général
Cours d'eau et plans d'eau	35 mètres des berges 1000 mètres des berges	Cas général Ruisseaux de Saint Julien en Born (arrêté municipal)
Fossés de drainage	5 mètres des berges	
Lieux de baignade	200 mètres	
Sites d'aquaculture (piscicultures et zones conchylicoles)	500 mètres	
Habitation ou local occupé par les tiers, zones de loisirs et établissements recevant du public	50 mètres 100 mètres	Injection directe dans les sols Cas général

L'épandage est en outre interdit :

- pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé,
- pendant les périodes de forte pluviométrie et pendant celles où il existe un risque d'inondation,
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies :
 - sur des terrains à forte pente (plus de 7 %)
 - à l'aide de dispositifs d'aéro-aspiration qui produisent des brouillards fins.

L'épandage se fait au moyen d'une tonne à lisier avec injection directe dans les sols.
Aucun stockage sur les parcelles d'épandage n'est autorisé : les épandages doivent être réalisés sans délai.

CONCENTRATIONS MAXIMALES ADMISSIBLES

Article 9 : Concentrations maximales admissibles dans les sols

Les lisiers ne peuvent être épandus si les teneurs en éléments-traces métalliques dans les sols dépassent l'une des valeurs limites figurant au tableau suivant :

Eléments traces dans les sols	Valeurs limites (mg/kg MS)
Cadmium	2
Chrome	150
Cuivre	100
Mercure	1
Nickel	50
Plomb	100
Zinc	300

Article 10 : Concentrations maximales admissibles dans les lisiers

Les lisiers doivent avoir des teneurs en éléments-traces métalliques et composés-traces organiques dont les valeurs limites sont fixées dans les tableaux suivants :

Eléments-traces métalliques	Valeur limite dans les lisiers (mg/kg MS)	Flux cumulé maximum apporté par les lisiers en 10 ans (g/m ²)
Cadmium	10	0.015
Chrome	1000	1.5
Cuivre	1000	1.5
Mercure	10	0.015
Nickel	200	0.3
Plomb	800	1.5
Zinc	3000	4.5

Composés-traces organiques	Valeur limite dans les lisiers (mg/kg MS)	Flux cumulé maximum apporté par les lisiers en 10 ans (mg/m ²)
Total des principaux PCB (*)	0.8	1.2
Fluoranthène	5	7.5
Benzo(b)fluoranthène	2.5	4
Benzo(a)pyrène	2	3
(*) PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180		

Article 11 : Les lisiers ne doivent pas être épandus sur des sols dont le pH avant épandage est inférieur à 6, sauf lorsque les trois conditions suivantes sont simultanément remplies :

- Le pH du sol est supérieur à 5,
- La nature des lisiers peut contribuer à remonter le pH du sols à une valeur supérieure ou égale à 6,
- Le flux cumulé maximum des éléments apportés aux sols est inférieur aux valeurs du tableau suivant :

Eléments-traces métalliques	Flux cumulé maximum apporté par les lisiers en 10 ans (g/m ²)
Cadmium	0.015
Chrome	1.2
Cuivre	1.2
Mercure	0.012
Nickel	0.3
Plomb	0.9
Zinc	3

Article 12 : Doses d'apport

La dose d'apport est déterminée en fonction :

- du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement ;
- des besoins des cultures en éléments fertilisants disponibles majeurs, secondaires et oligo-éléments, tous apports confondus ;
- des teneurs en éléments fertilisants dans le sol, dans les boues et dans les autres apports ;
- des teneurs en éléments ou substances indésirables les boues à épandre ;
- de l'état hydrique du sol ;
- de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années.

Pour l'azote, ces apports (exprimés en N global), toutes origines confondues, ne dépassent pas les valeurs suivantes :

- sur prairies naturelles ou sur prairies artificielles en place toute l'année et en pleine production : 350 kg/ha/an ;
- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kg/ha/an ;
- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté.

Les ouvrages permanents d'entreposage des boues sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable. En dehors des périodes où l'épandage est possible, les lisiers sont stockés dans des conditions permettant une autonomie de stockage de 10 mois.

Article 13 : Stockage des déchets

La pisciculture de Lévigacq dispose d'une capacité de stockage des lisiers égale à un volume de 300 m³. Le système d'épuration mis en place pour retenir les matières en suspension consiste en 2 filtres disposés en parallèle.

Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont conçus pour empêcher l'accès aux tiers non autorisés.

Toute modification portée au système d'épuration de la pisciculture devra faire l'objet au préalable d'une déclaration à la Préfecture des Landes.

Article 14: Toute modification dans le processus de fabrication pouvant entraîner une modification notable de la valeur agronomique des lisiers devra être signalée à l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. Il sera tenu compte de ce changement de valeur agronomique dans le plan d'épandage.

PROGRAMME PREVISIONNEL

Article 15: Un programme prévisionnel annuel d'épandage et de livraison sera établi, en accord avec les exploitants agricoles, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées.

La constitution de ce programme prévisionnel sera précédée d'une vérification de l'évolution du périmètre d'épandage pour tenir compte de nouvelles contraintes, comme les captages AEP ou le remembrement de parcelles. Il sera tenu compte également des conclusions du bilan annuel des épandages précédents.

Le programme prévisionnel sera prévu de manière à favoriser au maximum le déstockage des déchets sans qu'il ne puisse apparaître de dépassement en quantité des doses d'apports.

Le programme prévisionnel détaillé comprend :

- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, leur surface, la dose préconisée, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles ;
- une caractérisation des déchets à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique, ...) ;
- les préconisations spécifiques d'utilisation des déchets (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...) ;
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.
- une analyse des sols sera réalisée tous les cinq ans au minimum (ou après dix épandages sur la même parcelle), portant sur les paramètres suivants, choisis en fonction de l'étude préalable :
 - Granulométrie,
 - Matière organique (en %),
 - pH,
 - Azote global, Azote ammoniacal (en NH_4),
 - Rapport C/N,
 - Phosphore total (en P_2O_5 échangeable), Potassium total (en K_2O échangeable), Calcium total (en CaO échangeable), Magnésium total (en MgO échangeable),
 - Oligo-éléments (B, Cu, Fe, Mn, Zn) ;

Le programme prévisionnel doit tenir compte de la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale ou lors du bilan annuel précédent prévu au paragraphe.

Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Il est transmis au Préfet avant le début de chaque campagne.

PLAN, BILAN ET SUIVI DE L'EPANDAGE

Article 16: Cahier d'épandage

Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées, est tenu à jour par l'exploitant. Il comporte au minimum les informations suivantes :

- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les quantités de déchets épandues par unité culturale ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets, avec les dates de prélèvement et de mesures et leur localisation sur un plan ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

Le producteur d'effluents doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des déchets produits (entreposage, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

Article 17: Bilan annuel

Un bilan d'épandage est dressé annuellement.

Ce document comprend :

- les parcelles réceptrices ;
- le bilan qualitatif et quantitatif des déchets épandus ;
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale ;
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ;
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Une copie du bilan d'épandage est adressée par le producteur des déchets au Préfet et aux agriculteurs concernés.

Article 18: Suivi de la quantité et de la qualité des déchets

Les déchets à épandre sont à nouveau analysés lorsque des changements dans les procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier leur qualité, en particulier leur teneur en éléments-traces et composés métalliques.

Ces analyses portent sur :

- Matière sèche (en %), matière organique (en %),
- pH,
- Azote global, Azote ammoniacal (en NH_4),
- Rapport C/N,
- Phosphore total (en P_2O_5), Potassium total (en K_2O), Calcium total (en CaO), Magnésium total (en MgO),
- Oligo-éléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn),
- Les éléments et substances chimiques susceptibles d'être présents dans les boues au vu de l'étude préalable,
- Les agents pathogènes susceptibles d'être présents dans les boues.

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des déchets sont conformes aux dispositions des annexes VIIc et VIId de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

Article 19: Suivi des sols

Le laboratoire chargé des analyses effectue un échantillonnage des sols de chaque secteur et effectue les analyses sur l'échantillon obtenu. S'agissant de sols homogènes, cette méthode peut être acceptée.

Ces analyses portent sur :

- les éléments-traces métalliques suivants : Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Zinc ;
- les éléments de caractérisation de la valeur agronomique mentionnés ci-après :
 - Matières organiques (en %), pH,
 - Azote global : azote ammoniacal (en NH_4),
 - Rapport C/N,
 - Phosphore (en P_2O_5 échangeable), potassium (en K_2O échangeable) calcium (en CaO échangeable), magnésium (en MgO échangeable),
 - Oligo-éléments (B, Cu, Fe, Mn, Zn).

Les analyses visées précédemment seront entreprises :

- après l'ultime épandage sur une parcelle portant un point de référence, en cas d'exclusion de celle-ci du périmètre d'épandage ;
- au minimum tous les cinq ans (ou après dix épandages sur la même parcelle).

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des sols sont conformes aux dispositions de l'annexe VII de l'arrêté du 2 février 1998.

Article 20: Organisation du suivi du plan d'épandage

Une fiche récapitulative parcellaire est établie par l'organisme chargé du suivi du plan d'épandage et envoyée directement aux agriculteurs.

Une visite des parcelles épandues sera effectuée régulièrement.

Article 21: En tant que de besoin, et en tout état de cause lorsqu'une anomalie aura été détectée lors des analyses de sols prévues au paragraphe supra ou lors d'un contrôle des eaux destinées à l'alimentation humaine, un contrôle périodique ou ponctuel de la qualité des eaux souterraines, à partir de points de prélèvements existants ou par aménagement de piézomètres, sur ou en dehors de la zone d'épandage selon le contexte hydrogéologique local, pourra être prescrit.

Article 22 : Tout projet de modification des installations devra être porté avant sa réalisation à la connaissance du Préfet, il fera l'objet d'une demande d'autorisation conformément aux dispositions du décret n° 77-1133 susvisé et des arrêtés pris en application.

Article 23 : La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

Article 24 : La présente décision ne peut être déférée qu'auprès du Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de quatre ans pour les tiers.

Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 25 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie de Lévigacq.

Article 26 : Le Maire de Lévigacq est chargé de faire afficher en Mairie, pendant une durée minimum d'un mois, un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise. Ce même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans les locaux de l'établissement.

Un avis sera inséré par mes soins et aux frais de la S.A. Les Viviers de France dans deux journaux locaux du département des Landes.

Article 27 : Le Secrétaire Général de la Préfecture des Landes, le Sous-Préfet de Dax, les Maires de Lévigacq, Castets des Landes, Mézos, Saint-Julien en Born, Escource, Mimizan et Saint-Paul en Born, l'Inspecteur des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée la S.A. Les Viviers de France ainsi qu'à :

- M. le Directeur Départemental de l'Équipement
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement,
- M. le Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine
- M. le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours
- M. le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Mont de Marsan, le

27 JAN. 2006

Pour le Préfet :
LE PRÉFET
Le Secrétaire Général

Jean Jacques BOYER

ANNEXE I

ETAT RECAPITULATIF DES PARCELLES D'EPANDAGE

Exploitant agricole	Commune	Section cadastrale	Hectares (plan d'épandage)	N° Cadastre	SURFACE (ha)	
					Surface totale (Ha)	Surface après l'état cultural (Ha)
M. PRAJ André	CASTETS	B	1	85, 86, 92, 93, 282, 296, 351	11,8	11,8
		F	1	269-271, 277, 281, 286, 287, 294, 296, 297, 536, 564, 566, 568, 573	11,8	11,8
Mme NAULIBOIS Christiane	LEVIGNACQ	P	2	266	1,0	0,95
		F	1	255, 256, 259-261, 265, 299-302, 305-314, 316, 323, 439, 525	23,1	23,01
		F	2	19-23	12,3	12,3
		C	3	5,49	5,49	
M. LAPEYRRE Fils	SAINT JULIEN EN BORN	AR	22	142, 148	6,47	6,47
		BD	9	125, 126, 127, 117, 118, 119, 121, 273	6,98	6,93
M. ALQUIER Ivan	MIMIZAN	C	1	234 - 246	47	46,8
			2	240	9	8,85
SURFACE TOTALE					134,9	134,4

206/40

27 JAN 2006

Pour le Préfet

Le Secrétaire Général

Jean Jacques BOYER